

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
7 octobre 2011  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-sixième session**  
Points 35 et 39 de l'ordre du jour

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-sixième année**

**Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM  
et leurs incidences sur la paix et la sécurité  
internationales et sur le développement**

**La situation dans les territoires  
occupés de l'Azerbaïdjan**

**Lettre datée du 4 octobre 2011, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de l'Arménie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je me réfère au document A/66/366-S/2011/584, contenant la déclaration faite par le Ministère des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, qui a été distribué au titre des points 35, 39 et 67 de l'ordre du jour de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale et qui porte sur les élections aux organes administratifs locaux tenues en septembre 2011 dans la République du Haut-Karabakh.

Il est décevant de voir la réaction de l'Azerbaïdjan face à l'exercice par la population du Haut-Karabakh de ses droits fondamentaux. L'appellation Haut-Karabakh ne renvoie pas simplement à un conflit mais aussi à un territoire habité par une population qui ne peut être privée de l'exercice de ses droits fondamentaux, en aucune circonstance. En effet, l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que dans l'application de la Déclaration, « [...] il ne sera fait aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté ». Quant au droit de vote et au droit de participer aux organes dirigeants, ils sont consignés dans l'article 21 de la Déclaration.

Il convient de noter que l'existence d'organes autonomes est absolument nécessaire pour toute société, y compris celle du Haut-Karabakh, dont le peuple, dans sa quête de l'autodétermination, ne peut accepter d'autres formes de participation à la conduite des affaires publiques que la libre expression de la volonté de la population; celle-ci s'est manifestée, dans le cas d'espèce, à travers des élections. Le simple fait que les cinquièmes élections consécutives se soient



tenues dans 251 circonscriptions électorales montre que cette opération mue par la demande est devenue une pratique démocratique dans le Haut-Karabakh.

C'est cette dimension démocratique de la République du Haut-Karabakh que l'Azerbaïdjan trouve particulièrement inacceptable, d'autant qu'elle fait apparaître cette situation où la République du Haut-Karabakh pratique le vote populaire tandis que le Gouvernement azerbaïdjanais poursuit la pratique consistant à nommer les responsables des organes autonomes locaux. Ainsi, alors que le maire de Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh, est élu à travers la libre expression de la volonté de ses citoyens, le maire de Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, est nommé par le Gouvernement.

Je demande au représentant de l'Azerbaïdjan de s'abstenir de propager des allégations sans fondement à l'encontre d'autres parties au conflit et aux négociations afin que l'on puisse progresser vers une solution politique de la question du Haut-Karabakh conformément aux aspirations démocratiques de la population du Haut-Karabakh.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre en tant que document de l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session, au titre des points 35 et 39 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Garen **Nazarian**

---